L'UNION EUROPÉENNE ET LA RUSSIE

BELARIBI NAËLLE
BERTHON MARCEAU
GIGAREL YOHANN
HAGE HADY
MOSS PIERRE
PICHON ADRIEN
RAT ALIZÉE

OCTOBRE 2019

ENJEUX EUROPÉENS

CE VOISIN QU'ON ADORE DÉTESTER

Partenaires historiques majeurs, et d'autant plus depuis la fin de la Guerre Froide, l'Union Européenne et la Russie entretiennent des relations conflictuelles. Depuis 2014, de nombreux conflits ont affecté les relations entre ces deux pôles de puissance. Plusieurs ententes bilatérales furent affectés par ces conflits, notamment suite à l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, considérées comme illégale au regard du droit international, et les sanctions à l'encontre de la Russie que l'Union Européenne a dû adopter. Néanmoins, la Russie reste un partenaire commercial indubitable de l'Union, tout en étant son plus puissant voisin géographique.

Voisins tantôt alliés tantôt ennemis depuis la création des États-nations sur le continent, la Russie et ses voisins, désormais réunis au sein de l'Union Européenne, ont entretenu des relations ambivalentes à travers les siècles.

Alliée de la France et du Royaume-Uni lors des deux guerres mondiales, l'URSS est aujourd'hui devenue la Fédération de Russie, qui représente un pôle de puissance concurrent à l'Union Européenne, dont les relations futures sont à étudier.

En effet, dans le contexte politique et économique actuel, un rapprochement entre l'Union Européenne et la Russie est-il possible ? Quels en sont les différentes avantages et menaces ? Comment opérer ce renouveau dans les relations bilatérales entre les deux pôles de puissances de l'Europe continentale ?

La Russie en quelques chiffres

Capitale: Moscou

Langue: russe

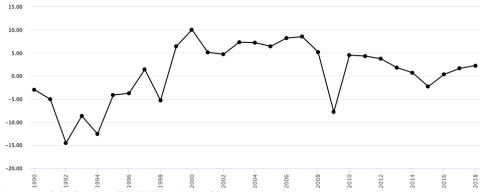
Monnaie: rouble

Population: 147 millions

IDH: 0.804

PIB par habitant: 1743.1 $

Croissance du PIB de 1990 à 2018 (USD courants)



LA RUSSIE DEPUIS 1991

Politique nationale

1991
Chute de l'URSS

1991-1993
Guerre civile géorgienne

1992
Conflit en Ossétie du Nord

1992-1997
Guerre civile au Tadjikistan

1994-2000
Guerres de Tchétchénie

2009
Conflit gazier avec l'Ukraine

2014
Annexion de la Crimée

2015
Intervention russe en Syrie

Relations bilatérales

1994
Signature de l'APC avec l'Union Européenne

1996
Admission au Conseil de l'Europe

1997
Accord sur les relations bilatérales entre l'OTAN et la Russie

1999
L'UE et la Russie adoptent des stratégies pour leurs relations bilatérales

2003
L'UE et la Russie créent le Conseil de partenariat permanent

2003
L'UE lance sa Politique Européenne de Voisinage

2004
La Russie intègre l'OMC et ratifie le protocole de Kyoto

2004
Élargissement de l'APC et accords commerciaux majeurs

2014-2015
Protocoles de Minsk

UN RAPPROCHEMENT ENTRE L'UE ET LA RUSSIE EST-IL POSSIBLE ?

DEUX PÔLES DE PUISSANCE SUR UN MÊME CONTINENT

Puissances historiques voisines, l'Union Européenne et la Russie constituent aujourd'hui les deux influences majeures de l'Europe continentale, devant la Turquie qui joue également un rôle important, dans les politiques européennes.

LES ENJEUX STRATÉGIQUES DU RAPPROCHEMENT

La question d'un éventuel rapprochement entre les deux pôles de puissance amène à envisager les avantages et les menaces stratégiques et structurelles pour les deux parties. La conclusion n'est pas simple et demande une certaine nuance.

QUELS LEVIERS ACTIONNER POUR Y PARVENIR ?

Qu'il soit souhaitable ou non, le rapprochement, même limité, entre la Russie et l'Union Européenne nécessite une action commune des deux parties dans des domaines variés et par des mécanismes précis.

DEUX PÔLES DE PUISSANCE SUR UN MÊME CONTINENT

Relations politiques et enjeux géographiques

La Russie est-elle européenne ? Cette question a été au cœur de la politique étrangère russe tout au long de son histoire. La question se pose notamment dans la seconde moitié du XXème siècle, alors que l'Europe est scindée en deux. Le 23 novembre 1959, aux débuts de la construction européenne le président De Gaulle décrit lors d'un discours à Strasbourg l'Europe comme s'étendant "*depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural*", considérant la Russie, ou au moins son centre politique et économique, comme européenne. Le 6 juillet 1989, le premier secrétaire du PCUS Mikhail Gorbatchev évoque dans un discours devant le Conseil de l'Europe le concept de "m*aison commune européenne*", incluant l'URSS.

Cette volonté politique d'être considéré comme un pays européen se retrouve dans la nouvelle Russie des années 1990.

Source: Reuters

Dès 1994 est signé l'Accord de Partenariat et de Coopération (APC) avec l'Union Européenne, comme une première base des relations économiques et politiques entre l'UE et la Russie. En 2003, lors du Sommet de Saint-Pétersbourg, les deux parties ont convenu de renforcer leur coopération en vue de mettre en place les quatre espaces communs prévus dans l'APC : "*un espace économique, un espace de liberté, sécurité et justice, un espace de sécurité extérieure et un espace de recherche et d'éducation*".

La portée de ces politiques est toutefois assez faible, notamment car la coopération y est prévue sous son angle technocratique, administratif avant tout, plutôt que sous son aspect stratégique, toujours absent des échanges Russie-UE.

Le dialogue biannuel entre les deux puissances, instauré par l'APC, n'a pas donné l'impulsion qu'on en attendait. En effet, chaque présidence de l'Union recherchait avant tout des résultats à court terme à afficher lors de son sommet, et bien que tous les États membres s'accordent pour dire qu'un sommet par an suffirait, aucune présidence n'a choisi de renoncer au sien. En 2009, la politique européenne dite de voisinage (2001) devient le principal partenariat avec l'Europe de l'Est.

Elle consiste en un rapprochement avec l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie et la Moldavie sur les plans économiques, mais surtout un rapprochement législatif sur les bases normatives européennes. Bien qu'il ne soit fait mention nulle part d'une possible adhésion à l'Union pour les pays visés par le partenariat, le rapprochement normatif des législations ainsi que le soutien d'États-membres comme le Royaume-Uni, la Pologne ou les États baltes laisse planer le doute quant à cette éventualité.

C'est en Ukraine que la situation est la plus délicate : la double influence russe et européenne divise le pays en son sein. L'ex-ministre allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, affirme que l'UE doit se demander si elle n'a pas été trop ambitieuse en sous estimant "*à quel point il est au-dessus de ses forces d'avoir à choisir entre l'Europe et la Russie*" et *"la détermination de la Russie qui est si étroitement liée à l'Ukraine, économiquement mais aussi historiquement et émotionnellement"*.

Le 21 novembre 2013, le président ukrainien Ianoukovitch suspend les discussions autour de la signature d'un accord de commerce et d'association qu'il menait alors avec l'Union. Pour de nombreux ukrainiens pro-européens, le président a cédé à des pressions russes. Dès lors ils se rassemblent pour manifester, c'est le début du mouvement "Maïdan". À partir de janvier 2014, les manifestations se déroulent dans un climat de violences policières et des dizaines de personnes sont tuées.
Sous la pression, Ianoukovitch fuit Kiev et quitte le pouvoir en février. Le 16 mars est organisé, en Crimée, un référendum au cours duquel 96% des votants se prononcent en faveur d'un rattachement à la Russie.

Deux jours plus tard, Vladimir Poutine reconnaît le résultat et annonce que la République de Crimée fait désormais partie de la Russie. Le résultat du référendum n'est cependant pas reconnu par toute la communauté internationale, et notamment par l'UE. L'annexion de la Crimée est donc déclarée illégale, au niveau du droit international, et des sanctions économiques et diplomatique sont mises en place dès mars 2014.

Les principales sanctions d'ordre diplomatique concernent la suspension des négociations sur l'adhésion de la Russie à l'OCDE et à l'Agence internationale de l'énergie, l'annulation du G8 prévu à Sotchi en Russie et celles des sommets UE-Russie.

Récemment, la situation semble s'être quelque peu détendue : plusieurs sommets ont eu lieu à nouveau, comme ceux entre les présidents Macron et Poutine par exemple. Cependant cette détente est à nuancer : les affaires d'ingérences russes supposées dans les élections aux États-Unis et en Europe, ou encore l'affaire Skripal contribuent à tendre les relations entre la Russie et l'Union Européenne.

Échanges économiques et coopération financière

D'un point de vue économique, la Russie et l'Union Européenne sont des partenaires majeurs, tous deux actifs sur leur marché respectif. L'accord de partenariat et de coopération (APC) régissait les relations économiques et politiques depuis 1997, jusqu'à sa suspension en 2014 en marge du conflit ukrainien.

Il existe également un autre programme de coopération économique entre les deux puissances, où l'Union Européenne agit cette fois-ci dans un rôle d'assistance financière envers la Russie : le programme TACIS (Assistance Technique à la Communauté des États Indépendants).

Lancé en 1991 par la Commission Européenne, de nombreux fonds ont été alloués aux douze pays receveurs de ces aides, dont la Russie, qui a subit une lourde crise financière en 1998. Le programme fut renouvelé en 2000, puis remplacé en 2007 par l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), programme géré par EuropeAid, la direction générale du développement et de la coopération de la Commission Européenne.

L'annexion illégale de la Crimée par la Russie, et le conflit ukrainien dans sa globalité, a engendré plusieurs sanctions de l'UE envers la Russie, principalement économiques, affectant de fait les échanges politiques et économiques entre les deux puissances. Face à la continuité du conflit en mars 2014, et contrairement à la désescalade souhaitée par les pays membres de l'Union, des premières mesures "*individuelles furent mises en place en mars via des gels d'avoirs et interdictions de circulation aux personnes impliquées dans les actions allant contre l'intégrité territoriale de l'Ukraine*". Ces mesures furent complétées les mois suivants par des sanctions économiques plus dures, notamment l'interdiction d'importer, d'exporter, d'investir ou d'offrir des services touristiques en Crimée ou à Sébastopol, afin de restreindre les échanges et relations économiques.

D'autres sanctions économiques portent sur des échanges spécifiques avec la Russie concernant les secteurs de la finance, de la défense, de l'énergie et des biens à double usage. Ces sanctions, en place depuis mars 2015, se fondent sur la volonté des États-membres d'ajuster les sanctions en vigueur sur l'application totale des accords de Minsk. Face à la non-mise en place de ces accords, le Conseil de l'Europe a prolongé les sanctions économiques à l'été 2016, puis jusqu'au 31 janvier 2020, en les renouvelant tous les six mois jusqu'à ce qu'une mise en vigueur intégrale des accords soit observée.

Des mesures concernant les relations diplomatiques ou la coopération économique furent également mises en place, et sont toujours en vigueur aujourd'hui comme l'explique l'infographie suivante.

Source: Conseil européen

En outre, l'Union Européenne et la Russie sont dans une situation qu'on pourrait qualifier d'interdépendance énergétique : l'énergie (pétrole et gaz majoritairement) importée de Russie permet aux États-membres de combler leurs besoins énergétiques, tandis que les bénéfices de ce commerce sont essentiels au budget russe.

En 2007 est mis en place un *Early Warning mechanism*, chargé de sécuriser les échanges de gaz, pétrole et électricité en évaluant en amont les potentiels risques et problèmes sur ce marché, et en permettant une réaction rapide en cas de situation d'urgence.

L'annexion de la Crimée lors de la crise ukrainienne de 2014 a entraîné des sanctions qui ont complexifié ces échanges notamment en interdisant aux États-membres les exportations de matériels ou technologies utilisées pour le forage, l'exploitation de pétrole de schiste, les essais de puits, etc. vers la Russie. Le projet de gazoduc *South Stream* a été abandonné et celui *North Stream 2* est fortement critiqué par la Commission notamment, causant de nombreuses inquiétudes quand à la stabilité de l'approvisionnement énergétique européen. Malgré ces tensions et divergences, et même si on observe quelques tentatives européennes de diversifier son approvisionnement en gaz, il semble que cette relation d'interdépendance soit appelée à durer.

Enfin, l'UE et la Russie s'entendent et collaborent sur un certain nombre de sujets scientifiques et technologiques définis par des accords généraux signés en 2000/2001. Des accords plus particuliers sont signés en 2001 entre la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique et le gouvernement russe pour une meilleure collaboration dans les domaines de la sécurité en matière d'énergie nucléaire en particulier.

Bien que l'UE et la Russie coopèrent dans le domaine de l'environnement depuis 1995 et depuis que l'UE y ait soutenu l'instauration de standards environnementaux, la question environnementale reste un point relativement mineur dans les relations entre l'UE et la Russie.

Droits de l'Homme, justice et sécurité

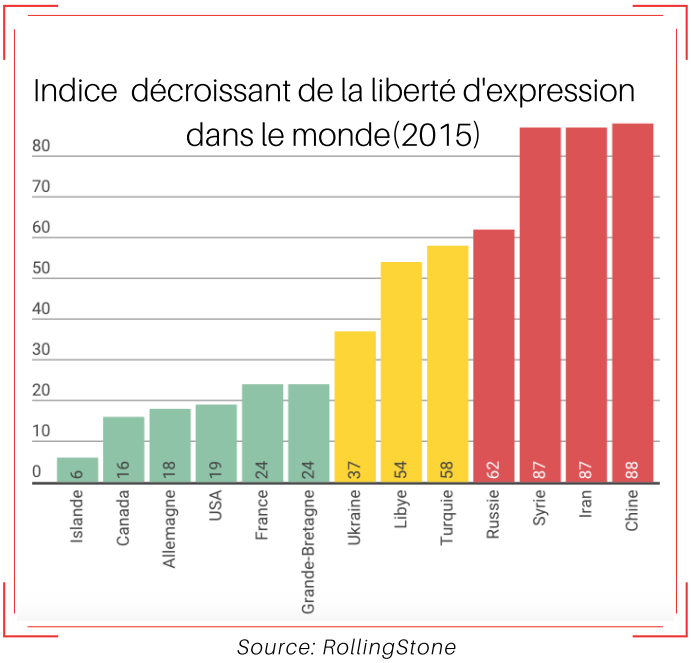
Le thème épineux des droits de l'Homme, de la justice et des libertés est au coeur des débats sur les relations entre l'Union Européenne et la Russie depuis la chute de l'URSS.

Comme le mentionne l'Union dans son dossier sur les relations bilatérales avec la Russie:

"L'UE s'engage à promouvoir les droits humains et l'État de droit en Russie de manière durable et constructive".

L'Union Européenne s'est toujours placée en position de gendarme pour mettre en place le modèle démocratique promu dans les pays membres. En effet, si l'on se base sur le rapport de 2018 de l'Union Européenne sur *Les Droits de l'Homme et la Démocratie dans le monde*, on dénote une détérioration significative des libertés individuelles et fondamentales, ainsi qu'un échec de la justice en Russie.

L'annexion de la Crimée ajoute une tension supplémentaire, et plusieurs rapports européens situent en 2014 le début d'une dégradation des droits et des libertés . Plusieurs exemples sont cités, comme le meurtre de Boris Nemtsov en 2015 ou la persécution d'hommes homosexuels en Tchétchénie en 2017.



Source: RollingStone

La Russie a également été critiquée pour les pressions policières envers la population, ainsi que son étroite surveillance, notamment durant la période des élections présidentielles en 2018. Une partie de l'opposition est toujours fortement réprimée.Toutefois, mise à part la suspension des sommets et autres rencontres officielles internationales, il n'y a pas eu de mesure diplomatique forte de l'UE envers la Russie dans le domaine des droits de l'Homme.

Des méthodes douces et indirectes - comme la mention de ces problèmes dans des discours officiels, ou l'appui fort et constant à d'ONG sur le terrain - ont été adoptés pour amener une réflexion et un changement en interne du territoire russe. Un appui économique envers ces acteurs locaux est également mis en place, pour permettre aux ONG et délégations européennes de pouvoir mettre en place des programmes efficaces sur place.

Pour le moment, des progrès significatifs restent donc à faire.

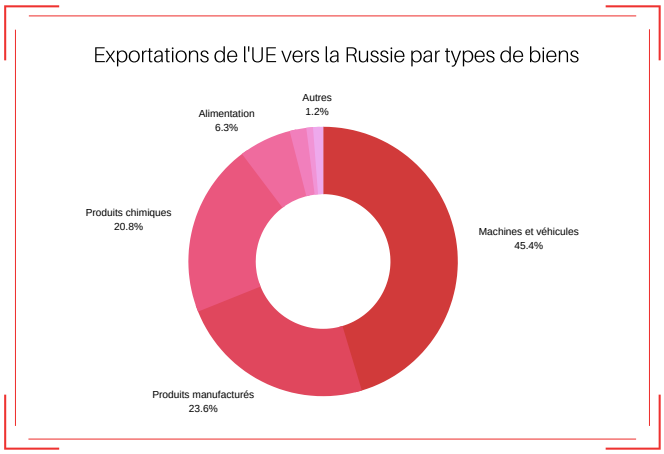
LES ENJEUX STRATÉGIQUES DU RAPPROCHEMENT

Une interdépendance économique

L'interdépendance entre la Russie et l'Union Européenne est tout d'abord commerciale. En 2018, l'Union Européenne représente 42.8% des échanges russes à hauteur de 250 milliards d'euros. De la même manière, la Russie est la 4ème partenaire commercial de l'Union au cours de la même année, en tant que 4ème destination des exportations et 3ème des importations. Cette relation commerciale a fait, par le passé, l'objet d'une structuration autour d'un accord, l'Accord de Partenariat et de Coopération (APC), entré en vigueur en 1997.

Ce dernier représente la base légale des relations entre la Russie et l'Union, tant qu'il n'est pas remplacé par un nouvel accord, et entend les deux parties sur leurs relations commerciales et diplomatiques.
Renouvelé automatiquement en 2007, l'accord devait faire l'objet d'une renégociation qui a échoué après les tensions diplomatiques en Géorgie et en Ukraine.

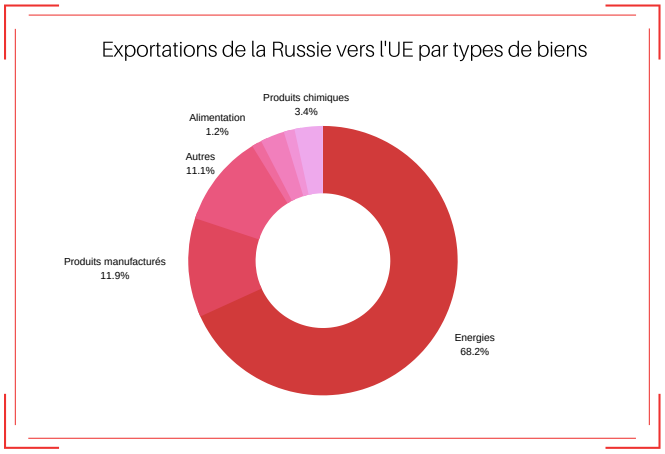
L'intégration de la Russie à l'OMC en 2012 a également posé un cadre juridique spécifique aux relations commerciales avec l'Europe et le monde entier.



La nature des biens échangés entre les deux parties accentue cette interdépendance économique. En effet, les exportations européennes vers la Russie sont principalement des machines et véhicules (45%), des produits manufacturés (24%) et des produits chimiques (21%). La Russie importe ainsi un nombre important de produits industriels, fabriqués en grande partie dans les anciennes républiques de l'URSS, qui sont les principaux partenaires commerciaux européens de la Russie.

Si de son côté la Russie importe beaucoup de biens industriels européens, l'Union affiche une dépendance énergétique considérable aux importations russes. Effectivement, pour l'année 2016, la Russie représente 30.2% des importations en combustibles solides, 31.9% en pétrole brut et 39.9% en gaz naturel, sur l'ensemble des importations européennes en énergies primaires. Cette dépendance énergétique indubitable est représentée par le taux de dépendance, calculé sur la base des productions et des importations en énergies primaires, estimé à 53.6% en 2016.

En clair, l'Union Européenne importe deux fois plus d'énergies primaires qu'elle n'en produit. Les résultats sont encore plus frappants s'agissant du pétrole uniquement: le taux de dépendance s'élève à 87.9%.



De tels chiffres pèsent lourd dans les relations diplomatiques que l'Union entretient avec la Russie: toute manoeuvre diplomatique doit prendre en compte, des deux côtés, cette interdépendance.

Cette relation forte et non négligeable constitue la base d'une réflexion sur l'éventuel rapprochement entre la Russie et l'Union Européenne.

Largement dépendante des importations européennes en production de machines et de véhicules, mais également en termes d'investissements financiers, la Russie a plusieurs intérêts à se rapprocher avec les 27 États-membres de l'Union.

En effet, l'Union Européenne est aujourd'hui la première zone de libre-échange au monde, mais également un acteur diplomatique de taille dans les relations internationales.

Présente dans toutes les grandes organisations internationales, grâce au nombre conséquent de membres de celles-ci (France, Allemagne, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas…), la force diplomatique de l'Union est conséquente à sa nature même: la réunion de 27 États, qui s'accordent sur une certaine ligne diplomatique commune, représente nécessairement une voix forte sur la scène internationale.

Cette voix européenne joue un rôle essentiel dans le maintien de la paix au niveau international, conformément aux valeurs portées par les États-membres depuis le rétablissement de la paix sur le Vieux Continent en 1945.

Dans un discours donné à l'occasion de la signature du Traité de Rome, en 1957, le chancelier allemand Konrad Adenauer disait:

"L'unification de l'Europe est conforme et liée aux objectifs plus vastes du progrès dans la paix et la prospérité. En s'unissant aujourd'hui, l'Europe ne sert pas seulement ses propres intérêts et ceux des États qu'elle englobe, elle sert aussi le monde entier".

En somme, la Russie peut voir, dans l'éventuelle démarche de rapprochement avec l'Union Européenne, des bénéfices économiques et diplomatiques forts.

Bien évidemment, la réciproque est juste: l'Union Européenne présente certains intérêts à un éventuel rapprochement avec son voisin historique russe.

Outre la dépendance énergétique, la Russie est un partenaire commercial important dans les échanges quotidiens des citoyens européens. La Russie est un voisin compétitif et l'Union Européenne a tout intérêt à accentuer ses relations commerciales avec la Russie, au profit d'autres puissances économiques comme la Chine.

En outre, la Russie est un acteur diplomatique incontournable sur la scène internationale, de par sa puissance militaire et ses alliés stratégiques. En 2016, la Russie a le troisième budget mondial pour la défense, avec près de 70 milliards de dollars dépensés en une année, derrière les États-Unis et la Chine. L'industrie militaire russe occupe également la deuxième place en exportations d'armes, à hauteur de 6.4 milliards de dollars en 2018.

Forte de sa puissance militaire, la Russie est également alliée avec de nombreux pays stratégiques dans les relations internationales actuelles: le régime de Bashar el-Assad en Syrie, le président turc Recep Erdogan et le président de la République islamique d'Iran Hassan Rohani. Ces trois acteurs sont incontournables dans la gestion des crises que connaît le monde à l'heure actuelle.

En effet, Vladimir Poutine a su s'entourer de trois dirigeants qui détiennent tous les clés de trois crises majeures de la dernière décennie: la guerre civile en Syrie, la crise iranienne et la crise migratoire en Europe. Cette logique d'alliance entreprise par le président russe est une conséquence évidente des relations compliquées entretenues avec les États-Unis depuis la chute de l'URSS: la Russie se place stratégiquement dans le jeu des relations internationales, tout en assurant sa présence dans les organisations internationales de promotion de la paix.

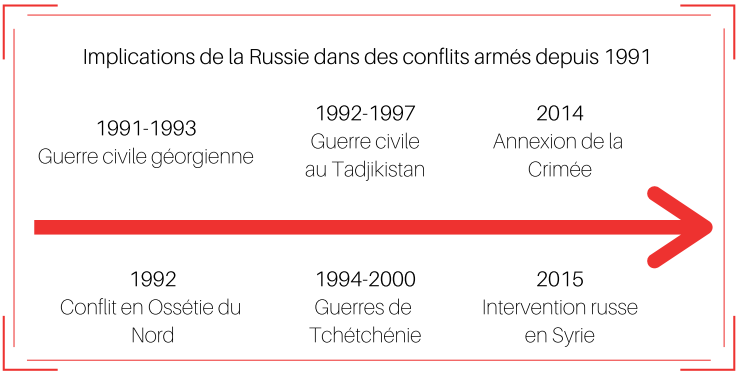
Ces tensions avec les États-Unis sont exacerbées par les manoeuvres entreprises par l'OTAN, qui a renforcé, en marge de la crise ukrainienne, sa présence militaire aux frontières russes.

La Russie est donc un acteur central de la diplomatie mondiale, et dans sa volonté de peser fortement dans les relations internationales, l'Union Européenne aurait tout intérêt à se rapprocher de la puissance russe.

Un clivage géopolitique à dépasser

Bien que les intérêts économiques réciproques des deux parties les pousseraient éventuellement à envisager un rapprochement, leurs modèles diplomatiques et politiques présentent néanmoins des divergences de taille. En effet, l'Union Européenne se veut une union des démocraties libérales dans un double-objectif de paix perpétuelle et de commerce au sein d'un marché unique.

À l'inverse, la Russie est davantage considérée comme une "démocratie illibérale", caractérisée par un pluralisme limité, un État fort et une politique limitée en matière de droits de l'Homme. En ce sens, les deux modèles ne sont pas compatibles et entrent même en conflit de principe au sujet des droits de l'Homme.



Le président Poutine affiche une figure forte et expansionniste sur la scène internationale, en menant une politique extérieure unilatéraliste et centrée sur les intérêts russes. N'étant membre d'aucune communauté comme l'UE, ni d'organisations militaires comme l'OTAN, la Russie agit seule en concordance avec ses alliés, en assurant cependant sa représentation aux sein des Nations Unies.

Vladimir Poutine entreprend des opérations stratégiques et militaires larges, créant souvent des crises internationales de grande ampleur: Tchétchénie (1994), Géorgie (2008), Ukraine (2014), Syrie (2014)...

Dans un discours donné le 9 mai 2019, à l'occasion du 74ème anniversaire de la victoire de 1945, le président Poutine a réaffirmé la nécessité d'avoir une armée russe forte et moderne pour parer les menaces du monde contemporain.

" Chers camarades,
Les leçons de la guerre passée sont toujours pertinentes. Nous avons fait et continuerons de faire de notre mieux pour assurer la haute capacité de combat de nos forces armées, le potentiel de défense du niveau le plus moderne, et nous continuerons à renforcer le prestige du service militaire et la réputation des soldats et des officiers, les défenseurs de la patrie".

À l'inverse, l'Union Européenne se veut le modèle du multilatéralisme, forte de l'union de 27 États indépendants qu'elle représente. L'Union privilégie une diplomatie plus consensuelle et moins expansionniste, représentée par la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères, à ce jour l'italienne Federica Mogherini, et principalement décidée par le Conseil européen (les affaires étrangères n'étant pas une compétence exclusive de l'Union).

Les membres de l'Union entretiennent des relations diplomatiques fortes avec l'OTAN, les Nations Unies et certains partenaires historiques comme les États-Unis, le Royaume-Uni ou le Canada.

Toutefois, au sein même de l'Union Européenne, certains pays de l'ex-URSS, qui ont intégré l'Union par les élargissements de 2004 et 2007, restent proches de la Russie au niveau commercial et diplomatique.

En outre, certaines de ces anciennes républiques soviétiques sont souvent condamnées pour non-respect de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (1953). Pour l'année 2018, les huit anciennes républiques soviétiques qui sont membres de la Convention représentent, à elles seules, 44% de l'ensemble des condamnations de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, notamment la Russie qui en réunit 25% sur l'année.

Ainsi, les deux modèles semblent diverger au niveau diplomatique et politique, rendant potentiellement impossible un éventuel rapprochement : le paroxysme de cette fracture idéologique a été atteint en 2015 lors de la crise ukrainienne. Bien que les bénéfices économiques paraissent, en somme, évidents, il en reste que ces divergences politiques profondes nuisent lourdement à un rapprochement théorique.

Malgré ces divergences systémiques et idéologiques, la Russie et l'Union ont néanmoins intérêt à se rapprocher pour former un axe "européen" au niveau international, à la fois dans les organisations et pour la gestion des conflits. En effet, les divergences récentes entre les États-Unis et l'Union ouvrent potentiellement la voie pour un rapprochement avec un autre grand allié diplomatique, comme la Russie.

Ce rapprochement serait également l'occasion de régler des différends entre les deux parties, notamment la situation ukrainienne. Enfin, une plus grande coopération en général amènerait les deux parties à signer des conventions bilatérales dans le domaine du commerce, culture, tourisme, immigration, coopération militaire, recherche...

Des menaces pour les deux modèles

Bien que des bénéfices pragmatiques permettent d'envisager un réchauffement des relations entre l'Union Européenne et la Russie, des menaces pesantes restent néanmoins à prendre en compte pour les deux modèles.

L'Union Européenne, fédéraliste et droit-de-l'hommiste, est tenue à des engagements internationaux qui entrent en contradiction avec une potentielle collaboration avec la Russie de Vladimir Poutine, notamment l'alliance avec Bachar Al Assad qui présente un profond désaccord avec l'Union Européenne. L'approche géostratégique de la Russie montre une volonté d'installer son pouvoir national ou plutôt de le confirmer au niveau international en soutenant, indépendamment des prérogatives mondiales, ses alliés. La Russie ne voit pas les organisations internationales, en particulier l'ONU, du même oeil que son voisin européen.

La Syrie constitue, tout comme le cas de l'Iran, un premier point de blocage. Conformément au processus de Genève, l'objectif est de passer par la médiation des Nations Unies et de soutenir financièrement et techniquement la Syrie, afin d'y réorganiser des élections démocratiques (résolution 2254 adoptée en 2015). Ce processus est défendu par l'Union européenne, mais pas par la Russie qui préfère une approche unilatérale, menaçant selon les européens l'équilibre géopolitique du Moyen-Orient.

Un lieu commun serait de dire que les valeurs européennes et russes sont largement opposées. Des divergences existent entre la pensée universaliste de l'Union européenne, qui s'appuie sur les institutions et leur rôle international, et la pensée d'un État russe fort et indépendant. Cette recherche d'un État souverain dans sa politique intérieure et étrangère, passe par de nombreuses infractions à la Convention Européenne des Droits de l'Homme, en particulier lors des conflits en Tchétchénie.

Le conflit en Crimée est l'illustration de l'incompatibilité entre le modèle russe et les valeurs européennes que l'on peut résumer par l'article 2 du Traité sur l'Union européenne :

"L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes".

L'invasion de la Crimée est le signe d'une indignation russe, partagée par certains membres de l'Union européenne, exprimée au Sommet de Varsovie (2016), sur l'implication européenne dans les affaires russes. En effet, l'annexion de la Crimée relève d'une volonté expansionniste, mais trouve des justifications identitaires et historiques que l'Union condamne. Il semble alors difficile de repousser la frontière de l'Union Européenne en incluant la Russie en ces termes. Les négociations et le potentiel rapprochement à ce plan là apparaît se fragiliser.

Enfin, se pose la question de l'ingérence russe dans les processus électoraux de ces dernières années. En effet, des soupçons ont été soulevés quant à l'implication importante de la Russie dans les élections présidentielles américaines, le référendum sur le Brexit ou encore les élections françaises, allemandes et européennes. Cette implication russe dans les politiques nationales constitue des menaces pour la démocratie européenne.

Malgré un passé continental commun entretenu avec son voisin russe, l'Union Européenne pourrait être lourdement pénalisée par un rapprochement avec Vladimir Poutine. Néanmoins, la réciproque est vraie : la Russie peut aussi craindre un réchauffement des relations avec l'Union.

La crise ukrainienne de 2014 est l'illustration de la complexité des relations entre la Russie et l'Union Européenne. La révolution en Ukraine a conduit à l'établissement d'un gouvernement pro-européen que la Russie ne pouvait tolérer, ce qui a provoqué l'annexion de la Crimée pour contrôler la région du Donbass, dont la population est en grande partie qualifiée de "pro-russe".

L'Union Européenne est le plus grand marché économique mondial et utilise cet atout pour mettre en place des restrictions contre l'industrie de défense russe, l'industrie pétrolière et le secteur bancaire. L'annexion a davantage créé une crise diplomatique généralisée, engendrant le renvoi de plusieurs diplomates et une réaction militaire de l'OTAN.

La Russie a observé une perte de 1.5% de son PIB et a également souffert de la chute du prix du pétrole qui s'est produite en même temps que les sanctions internationales.

Quoiqu'il en soit, ces actions ont montré une unité forte entre les pays de l'Union et leurs alliés, envoyant un signal politique fort à la Russie. Le président Poutine ne pourrait pas accepter une telle soumission aux politiques européennes, au risque de prendre des positions mal perçues au sein de la population russe, dont il tire une grande partie de sa légitimité politique.

Par ailleurs, on constate une cristallisation des oppositions entre la Russie et les pays baltes depuis l'éclatement de l'URSS. Le tracé des frontières est un point important pour comprendre les relations entre la Russie et l'Estonie, par exemple.
En effet, il subsiste un désaccord territorial profond entre la Russie et l'Estonie, pays majoritairement europhile qui reste dans la sphère d'influence russe depuis 1991.

Paradoxalement, la Russie perçoit l'Europe comme une menace. Elle met donc en place une politique d'influence expansionniste en jouant sur la dépendance que de nombreux pays de l'Union ont vis-à-vis du gaz russe (Lettonie, Lituanie, Pologne,Slovaquie...).

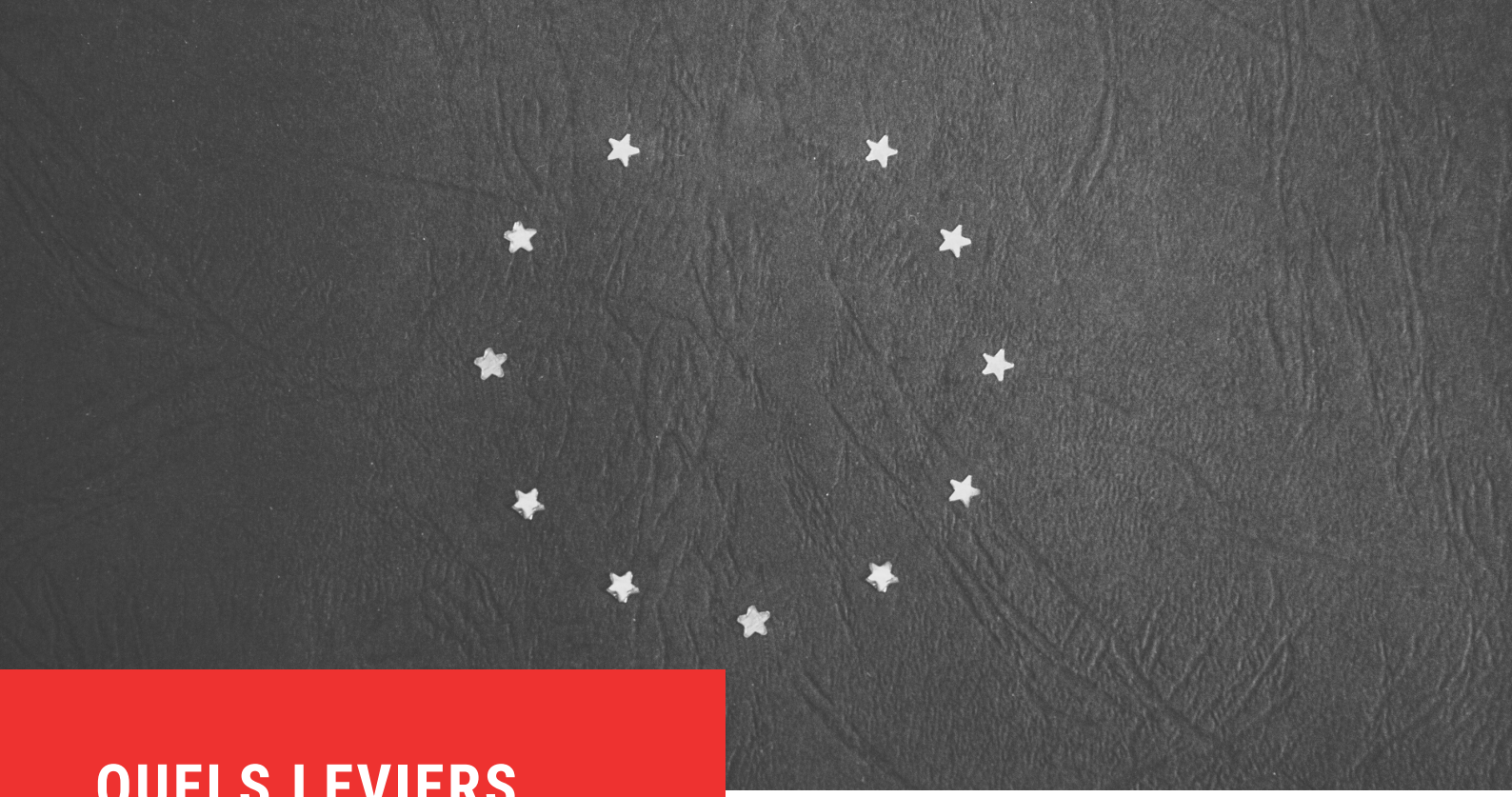
Outre cette influence énergétique, la Russie reste encore importante d'un point de vue culturel et historique vis-à-vis de ses voisins proches, qui sont désormais membres de l'Union Européenne et dispose de nombreux levier pour orienter les prises de décisions de ces derniers.

C'est ainsi que l'on observe, ces dernières années, la montée d'un fort sentiment anti-européen dans tous les États-membres, et particulièrement dans les anciennes républiques de l'URSS, dans lesquelles des minorités russes ont toujours une certaine influence.

Enfin, la Russie voit également l'expansion de l'OTAN dans l'Est européen comme un retour de la doctrine de "*containment*" de la Guerre Froide. Vue comme une force militaire américaine déguisée, l'OTAN a renforcé les tensions avec l'armée russe lors de l'annexion de la Crimée, en installant des missiles de défense et des troupes armées près de la frontière russe en Mer Baltique.

En somme, les deux puissances majeures du continent européen peuvent être réticentes à envisager un rapprochement, étant donné la remise en question des deux modèles qu'engendrerait ce dernier.

Néanmoins, certains leviers sont actionnables des deux côtés afin de jeter les bases d'un "partenariat limité".



QUELS LEVIERS D'ACTION POUR Y PARVENIR ?

Un dialogue rompu à renouveler ?

Aux yeux de nombres d'articles émanant de médias européens, c'est la France qui constitue le principal acteur du rapprochement entre la Russie et l'Union Européenne. Si le couple franco-allemand est souvent considéré comme le principal moteur de l'Union, alors un pas français vers la Russie peut signifier beaucoup pour la diplomatie européenne globale. En tout cas, la rencontre entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine, cet été dans le Var, a été plutôt mal perçue par le gouvernement ukrainien. Ainsi, Kiev craint ce qu'elle considère comme un rapprochement entre l'Union Européenne et la Russie.
Lors de cette rencontre estivale, le Président français a déclaré souhaiter la tenue d'une réunion entre l'Ukraine, la Russie, la France et l'Allemagne pour "*des résultats concrets dans la solution du conflit ukrainien*", notamment sur les prisonniers et la ligne de front. Emmanuel Macron a également affirmé, lors de cette rencontre avec le président russe, que "*la Russie est européenne, très profondément. […] Elle a sa place dans l'Europe des valeurs auxquelles nous croyons*", soulignant la nécessité de la "*réarrimer à l'Europe*". Il a poursuivi, en soutenant croire à "*cette Europe qui va de Lisbonne à Vladivostok*".

À travers ces paroles, c'est tout l'ordre géopolitique mondial qu'Emmanuel Macron a interprété :

"L'Europe n'est pas tout entière absorbable dans ce qu'est l'Occident, elle a à réinventer sa souveraineté".

La distinction entre un bloc de l'Ouest et un bloc de l'Est n'existe plus : l'Union n'est pas assimilable au bloc de l'Ouest et n'est plus alignée systématiquement sur les positions américains, comme c'était le cas pendant la Guerre Froide.

Un sondage du Conseil européen des relations internationales (ECFR), publié en 2019, révèle qu' "*en cas de conflit entre la Russie et les États-Unis, tous les Européens ne choisiraient pas le même camp*".

Les déclarations d'Emmanuel Macron semblent dérisoires comparées au constat dressé par l'ancien diplomate russe Vladimir Fédorovski. À ses yeux, une rupture a eu lieu entre l'Europe et la Russie, et cette dernière "*est aujourd'hui difficilement récupérable, voire définitive*".

Selon lui, cette dégradation déplorable des relations russo-européennes est majoritairement due à la diabolisation de la Russie par les élites européennes et une certaine arrogance qu'il conviendrait d'abandonner au profit d'un dialogue apaisé. Ainsi, le diplomate russe estime que la Russie constitue l'ennemi inventé de l'Europe ; une manière pour certains politiciens et médias de camoufler des crises politiques internes, mais aussi la fragilité de l'Union Européenne : "*nous vivons dans un monde virtuel où l'on pense que Poutine est partout, derrière le Brexit, la Catalogne, l'élection de Trump, les gilets jaunes*", affirme Vladimir Fédorovski.

Il soutient également qu'en réaction, un sentiment d'hostilité émerge en Russie à l'égard de l'Europe, considérée comme "*vassalisée par les États-Unis, qui s'islamise et qui n'assume pas son héritage judéo-chrétien*".
L'ancien directeur général à la Commission Européenne, Pierre Mirel, décrit également un "*conflit de valeurs avec le système Poutine*". Le président russe semble ainsi représenter un certain conservatisme identitaire auquel nombre de gouvernements européens n'adhèrent pas. Alors que Fédorovski fustige les accusations à l'égard du gouvernement russe, niant son implication dans les élections européennes et sa volonté d'envahir les Balkans, Mirel décrit le système Poutine comme un *soft power* redoutable, qui n'est pas sans rappeler l'ancien Kominterm, et qui mêle immixtion au sein des élections nationales et campagnes de désinformation. Il mentionne aussi les violations des droits de l'Homme au niveau interne, qui contribuent à la dégradation des relations russo-européennes.

Deux constats s'opposent sur les facteurs de la détérioration des relations entre Russie et Union Européennes, néanmoins, une conclusion commune s'impose : il faut agir.

Les propos de Vladimir Fédorovski résonnent comme un avertissement à l'attention de l'Union Européenne : à force de considérer la Russie comme un ennemi, elle pourrait véritablement en devenir un. En outre, l'ancien diplomate russe met en garde les européens sur le rapprochement entre la Russie et la Chine : "*les experts, relativement médiocres, ne comprennent pas que la création de l'alliance économique et militaire entre la Chine et la Russie est en réalité une alliance anti-occidentale*".

Renouer le dialogue apparaît comme une nécessité stratégique, profitable à la fois pour la Russie, l'Union européenne et le reste du monde. Les pays européens sont les mieux placés pour savoir que "l'union fait la force", même en cas de désaccords majeurs. Ils savent aussi que toute étroite coopération mêlée à des conceptions politiques, économiques ou civilisationnelles diverses s'avère extrêmement complexe.

Cependant, cette coopération demeure souhaitable par pragmatisme et réalisme. Si une véritable politique russe de l'UE est développée, elle devra prendre en compte les divergences évoquées, qui constituent des risques quant à la viabilité de ce rapprochement. Il s'agit néanmoins de rester vigilant sur le type de collaboration souhaitée.

En effet, les politistes Cyrille Bret et Florent Parmentier estiment que "*cette politique russe de l'Union ne doit pas être confondue ni avec une Ostpolitik, ni avec une politique d'apaisement, ni, enfin, avec un reset à l'européenne*".

Ainsi, trois volets sont à investir pour recréer une coopération entre la Russie et l'UE : le volet économique, le volet politique, ainsi que le volet culturel et civilisationnel.

Du volet politico-économique

Si les relations russo-européennes en termes de diplomatie et de défense demeurent assez distantes et ponctuées d'évènements portant au désaccord, il n'en demeure pas moins que plusieurs signes positifs peuvent présager à un rapprochement.

Membre du Conseil de l'Europe depuis 1996, la Russie en avait été exclue en 2014 en raison de l'annexion de la Crimée. Ce n'est qu'en juin 2019 que la Russie de Poutine a pu réintégrer pleinement l'institution dédiée à la protection des droits de l'Homme et de l'État de droit. Cette réintégration a suscité des réactions très ambivalentes.

Si d'une part, ce geste est critiqué par Kiev et ses alliés car il s'agirait "*d'accueillir l'agresseur à bras ouvert dans l'hémicycle*" (Oleksii Goncharenko, député ukrainien), il est d'autre part vu comme un moyen de réintégrer la Russie à la justice paneuropéenne et de renouer le dialogue.

De plus, la Cour Européenne des Droits de l'Homme permet une relative amélioration des droits de l'Homme en Russie, si bien que "*la participation de la Russie à la CEDH a contribué dans une large mesure à parfaire le système judiciaire et pénitentiaire russe* ", selon le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Une position toutefois à relativiser, car le Kremlin se dispense souvent d'appliquer ses décisions.

A l'échelle des États, cette fois-ci, les dirigeants des grands pays européens ont affirmé à maintes reprises leur volonté de relancer le dialogue avec le voisin russe. Moteur de cette relance, la France d'Emmanuel Macron adopte une position pragmatique et veut établir un *aggiornamento* complet de la relation UE-Russie.

Dans cette même logique de *realpolitik*, Angela Merkel a affirmé qu' "*il y aura des controverses et, bien sûr, des points sur lesquels nous pourrons réfléchir à la manière d'améliorer notre coopération*". Ces objectifs sont donc actuellement orientés à court et moyen terme, de manière à apaiser les tensions empoisonnant les relations russo-européennes.

Quant à un éventuel rapprochement plus étroit entre l'UE et la Russie, le premier ministre italien, Silvio Berlusconi, avait en 2008 annoncé sa vision à long terme : "*je considère la Russie comme un pays occidental et donc, mon projet est que la Fédération de Russie puisse devenir un membre de l'Union européenne dans les prochaines années*". Une vision toutefois fortement marginale, qui a uniquement été formulée par l'ex-dirigeant italien.

Plusieurs signes laissent penser à un réchauffement des relations bilatérales. Or plusieurs désaccords et affaires viennent freiner voire bloquer le rapprochement entre les deux puissances. Alors que le 18 mars dernier la Russie célébrait la "Fête de réunification entre la Crimée et la Russie", à l'occasion des cinq ans de l'annexion de la Crimée, les États-Unis ont infligé de nouvelles sanctions avec l'accord des Européens.

Cette crise ukrainienne demeure à ce jour l'un des principaux points de discorde entre Européens et Russes sur le plan des relations internationales. À ces points s'ajoutent ceux du soutien russe au régime syrien, de l'affaire Skripal mais aussi du soupçon d'ingérence dans les élections européennes.

L'Union Européenne ne peut toutefois parler d'une seule voix concernant la Russie. En effet, le mécanisme de la "troïka" dans les institutions européennes et la multiplicité des acteurs rendent difficile un dialogue unique avec la Russie. De plus, tous les pays européens, en raison de leur passé ou politique, n'ont pas tous à la même vision de la Russie. Si la France, l'Allemagne ou l'Italie sont attachées au renforcement des relations, il n'en va pas de même pour les pays d'Europe orientale en raison de leur histoire.

Il en résulte un climat de rivalité plus ou moins variable dans les relations russo-européennes.

Exclue depuis l'annexion de la Crimée du G8, devenu G7, la Russie reste toujours à la porte du club.

Lors du sommet de Biarritz en août 2019, les chefs d'Etat ont affirmé qu'il était "*trop tôt pour remettre la Russie autour de la table* ".

Cette rivalité apparait également lors de commémorations, pourtant censées rassembler. Le dirigeant russe était donc absent des commémorations du D-Day en juin 2019. La mémoire est un élément fondamental en vue d'apaiser les relations russo-européennes et doit en ce sens rester dans l'historicité et l'objectivité. Dans une résolution de septembre 2019, le Parlement européen s'est dit inquiet des efforts russes pour "*déformer les faits historiques et blanchir les crimes commis par le régime totalitaire soviétique ; [le Parlement Européen] considère ces tentatives comme un élément dangereux de la guerre de l'information qui est menée contre l'Europe démocratique et qui cherche à diviser notre continent*".

Si sur le plan politique, les différences idéologiques entre les deux acteurs demeurent fortes, il est toutefois possible de développer les relations économiques. Du point de vue économique, les pays de l'UE et la Russie sont tous des économies de marché même si l'économie russe tend plutôt vers un capitalisme d'Etat.

Les deux acteurs entendent développer leur coopération économique, dans le cadre de l'Accord de Partenariat et de Coopération qui doit, à terme, mettre en place les conditions de la création d'une zone de libre-échange. Lors de l'adhésion de la Russie à l'OMC, en 2012, le commissaire européen chargé du commerce, Karel de Gucht, a déclaré que cela allait "*offrir de nombreuses opportunités commerciales pour les entreprises russes et européennes*".
Ces développements sont un point positif pour les deux acteurs, qui sont économiquement interdépendants.

Malgré ces progrès, les relations économiques bilatérales sont toujours sujettes aux fluctuations des relations diplomatiques, et sont freinées par les sanctions imposées à la Russie par l'UE.

Néanmoins, un rapprochement économique plus fort est souhaitable, en vue des convergences économiques croissantes entre l'UE et la Russie - et même l'Union économique eurasienne (UEAA ; union fondée par la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Arménie et le Kirghizistan).

Il s'agit de mettre fin aux différentes guerres commerciales en cours, en levant certaines sanctions et en se posant en arbitre dans les conflits économiques entre la Russie et l'Ukraine. En outre, il sera possible d'étudier les possibilités d'un futur accord de libre-échange entre l'UE et l'UEAA, tout en restant prudent, étant donné que les décisions de l'OMC ne sont pas toujours respectées par la Russie.

Enfin, une coopération en matière d'énergie et de climat permettrait de ne plus se limiter à la seule relation énergétique gazière entre les deux pôles. S'appuyer sur des institutions préexistantes sera essentiel - comme le Conseil permanent du Partenariat UE - Russie dans le cadre du Dialogue énergétique, avec une feuille de route sur l'énergie à l'horizon 2050. La diversification des projets énergétiques russes répondrait aux objectifs de développement durable, tout en permettant à la Russie d'adopter une politique d'économie d'énergie dynamique.

Promouvoir un dialogue culturel et civilisationnel entre les deux parties

La première étape pour renouer le dialogue est la dédiabolisation des discours médiatiques et politiques, diffusés à la fois au sein de l'Union Européenne, mais aussi en Russie. En effet, la suspicion des sociétés civiles des acteurs politiques les uns envers les autres constitue un obstacle à l'instauration d'un dialogue apaisé.

Malgré l'apparence d'un conflit de valeurs entre la Russie et l'Union Européenne, des liens forts existent entre les deux puissances.

En outre, il s'agit de tempérer l'existence de cultures différentes et irréconciliables dans la mesure où les cultures européennes sont multiples ; elles varient grandement d'un pays européen à l'autre, et chaque pays dispose d'une certaine diversité culturelle interne.

De plus, la Russie est un pays de plus de 146 millions d'habitants qui s'étend sur un territoire d'une superficie de 17 millions de kilomètres carrés. Le peuple russe est multiple : tous les Russes ne partagent pas nécessairement le même système de valeurs. Sans ignorer les manœuvres politiques, diplomatiques et militaires de Vladimir Poutine, il est également indispensable de dépasser le débat "pour ou contre Poutine" qui fait couler beaucoup d'encre en Europe.

En outre, les opinions concernant le chef d'État russe divergent au sein des pays européens, comme le remarquent Cyrille Bret et Florent Parmentier : "*certains louent ses talents de reconstructeur d'une Russie désemparée à la fin des années 1990. D'autres critiquent la mise en place d'un régime autoritaire et corrompu dans les années 2000*".

Afin "*d'arrimer [...] la Russie aux intérêts européens*", il est important de s'appuyer sur les liens déjà existants entre Russes et Européens. L'Union européenne pourrait développer une véritable stratégie de *soft power* à l'égard de la société civile russe. Ce *soft power* pourrait notamment s'exercer grâce à une coopération culturelle et linguistique.

En matière d'éducation et de recherche, on pourrait ainsi songer à étendre le programme Erasmus à la Russie - les États en procédure d'adhésion à l'Union Européenne, que sont la Turquie et la Macédoine du Nord, bénéficient du programme depuis 2014. En effet, la coopération dans le domaine éducatif est limitée entre l'Union européenne et la Russie : "*dans le cadre du programme Erasmus Mundus [une extension du programme Erasmus], une centaine d'étudiants russes seulement bénéficient actuellement d'une bourse pour étudier dans un pays de l'Union européenne*". Créer de meilleures incitations dans le cadre de ce programme permettrait sans doute d'attirer davantage d'étudiants.

En outre, un accord de coopération scientifique et technique existe déjà depuis 2002, et permet des collaborations multiformes : participation réciproque à des programmes de recherche, échanges d'informations scientifiques et techniques, partages ou échanges d'équipements et de matériels, visites et échanges de chercheurs, etc. Dans un rapport publié en 2018, le Sénat français recommande d'approfondir cette coopération, afin de contribuer à la création d'un espace européen de la recherche.

Une politique facilitée en matière de visas favoriserait la circulation des individus entre ces deux pôles, que ce soit dans une optique touristique ou professionnelle. Enjeu de crispation pour les gouvernements nationaux, une politique de visas plus souple serait un outil stratégique majeur selon Cyrille Bret et Florent Parmentier car "*elle répondrait à une ancienne demande russe et placerait en fait la Russie parmi les voisins de l'UE*".

De plus, dans un souci de progrès de l'État de droit en Russie, l'Union européenne doit agir de manière prudente grâce à des efforts de communication très importants et la construction de coopérations plus pragmatiques sur les problématiques de justice ou de lutte contre la corruption.

Ainsi, même en matière de coopération culturelle - voire civilisationnelle - le pragmatisme est de mise.

VERS UN PARTENARIAT LIMITÉ ?

L'Union Européenne et la Russie, voisins aux relations à la fois tumultueuses et interdépendantes depuis la chute de l'URSS en 1991, doivent se poser la question de leurs points communs et de leurs différences.

Ces deux géants diplomatiques et économiques partagent des frontières communes et siègent dans des institutions communes. Leurs destins sont inévitablement liés, et les deux pôles de puissance doivent en être conscients.

Dans sa recherche de puissance diplomatique, l'Union Européenne pourrait voir la Russie comme un partenaire idéal, acteur fort des relations internationales de par ses alliances et son armée de métier.

De même, l'Union Européenne pourrait permettre à la Russie d'entrer pleinement dans le jeu international et y légitimer sa puissance.

Ce rapprochement éventuel entre deux pôles de puissance aussi forts se ferait selon des mécanismes divers, qui ne peuvent naître que de la volonté des chefs d'État, en engageant une discussion systématique et coopérative, dans le but de parvenir à des accords bénéfiques aux deux parties.

Néanmoins, les divergences évidentes entre les deux modèles et la vivacité des tensions récentes qui laissent encore des traces, soulignant l'impossibilité d'un rapprochement.

Le rapprochement entre l'Union Européenne et la Russie ne pourrait se produire que grâce à un volontarisme politique fort et assumé, sans quoi aucun consensus ne pourrait voir le jour.

À l'heure actuelle, certains signes permettent d'envisager ce rapprochement que nous avons tenté d'évaluer. Néanmoins, ces signaux ne sont pas assez forts pour assurer que ce rapprochement soit voulu par les dirigeants.

L'horizon proche des relations entre la Russie et l'Union semble plutôt être celui d'un partenariat limité, acceptant les différences systémiques des deux pôles de puissances, mais accentuant les relations bilatérales afin de renforcer les deux parties sur la scène internationale et en matière de gestion des crises.

SOURCES

Ouvrages et articles

- Adenauer Konrad, *Discours à l'occasion de la signature du Traité de Rome*, 25 mars 1957.
- Bret Cyrille, Parmentier Florent, *UE - Russie : dépasser les rivalités*, Institut Jacques Delors [policy paper], 5 juillet 2016.
- Brocard Sophie, *Russie-Union Européenne : un état des lieux*, 19 mars 2018.
- Cour Européenne des Droits de l'Homme, *Violation par article et par État*, 2018.
- De Gaulle Charles, *Discours de Strasbourg*, 23 novembre 1959.
- Eurostat, *Russia-EU trade in goods statistics*, mars 2019.
- Eurostat, *La production et les importations d'énergie*, juillet 2018.
- Faye Olivier, Semo Marc, "À Brégançon, Emmanuel Macron tend la main à la Russie, 'profondément européenne' ", dans *Le Monde,* 20 août 2019.
- Fédorovski Vladimir, "Relations russo-européennes : une rupture inévitable ?", dans *Revue politique et parlementaire*, 24 juillet 2019.
- Gorbatchev Mikhail, *Discours devant le Conseil de l'Europe*, 06 juillet 1989.
- La Documentation Française, "Energie: Les nouvelles frontières", dans *Questions Internationales*, 2014.
- La Documentation Française, *La Russie et l'Union Européenne*, 27 juin 2008.
- Lefort Philippe, "La crise ukrainienne ou le malentendu européen", dans *Politique Étrangère*, 2014.
- La Dépêche, *Cinq conflits diplomatiques qui jettent une ombre sur le Mondial russe*, 10 mars 2018.
- Mirel Pierre, "Union européenne - Russie : après trois décennies perdues, vers une cohabitation nouvelle ?", dans *Question d'Europe n°438*, Fondation Robert Schuman, 10 septembre 2018.
- Öberg Divac, "Le suivi par le Conseil de l'Europe du conflit en Tchétchénie", dans *L'Annuaire français du droit international*, 2004.
- Pozzo di Borgo Yves, *UE - Russie, quelles relations ?*, Sénat [rapport], 10 mai 2007.
- Service Européen de l'Action Extérieure, *EU annual report human rights and democracy in the world*, 2018.
- Service Européen de l'Action Extérieure, *The European Union and the Russian Federation*, [en ligne sur Eeas.europa.eu], 30 mai 2019.
- Stockholm International Peace Research Institute, *SIPRI Military Expenditure Database*, 1949-2018.
- Stroobants Jean-Pierre, "Les Européens surpris par la teneur des discussions entre Trump et Zelensky", dans *Le Monde*, 26 septembre 2019.
- Tanca Louis, "En cas de conflit entre la Russie et les États-Unis, tous les Européens ne choisiraient pas le même camp", dans *BFMTV* [en ligne], 25 septembre 2019.
- Toute l'Europe, *La dépendance énergétique européenne*, [en ligne sur Touteleurope.eu], 24 juin 2019.
- Trenin Dmitri, "Russia-NATO: controlling confrontation", dans *Politique Étrangère*, 2016.
- Union Européenne, *Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie concernant la crise en Ukraine*, [en ligne sur Europa.eu].
- Union Européenne, *The EU and Russia reinforce the Early Warning Mechanism to improve prevention and management in case of an energy crisis*, [en ligne sur Europa.eu], 16 novembre 2009.

Crédits

- Reuters, *Carte de l'Union Européenne et de la Russie*, carte.
- RollingStone, *Liberté d'expression, la France épinglée*, infographie, statistiques de Freedom House.
- Union Européenne, EU sanctions against Russia over Ukraine", infographie.

OERI

Observatoire Étudiant des Relations Internationales

Sciences Po Saint-Germain-en-Laye
5 rue Pasteur - 78100 Saint-Germain-en-Laye

o.e.r.i.officiel@gmail.com